

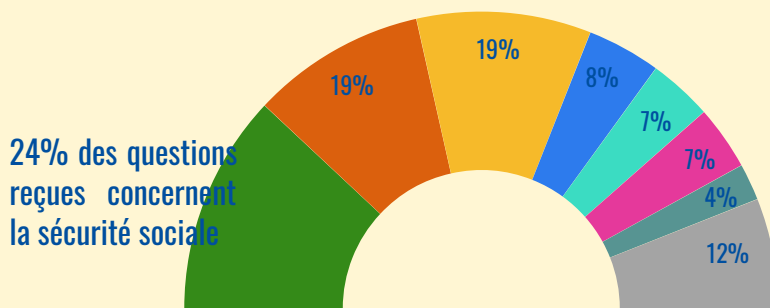
L'Europe vous conseille- Tendances Annuelles 2017



19,042 questions

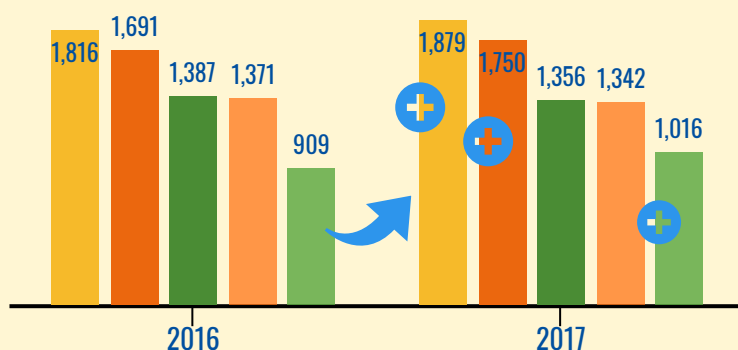
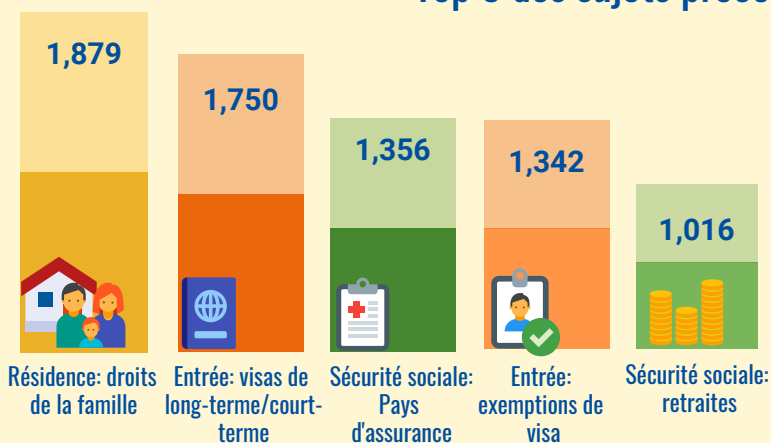
relatives aux droits européens ont été traitées par les experts juridiques d'ECAS.

Nature des questions reçues (%)

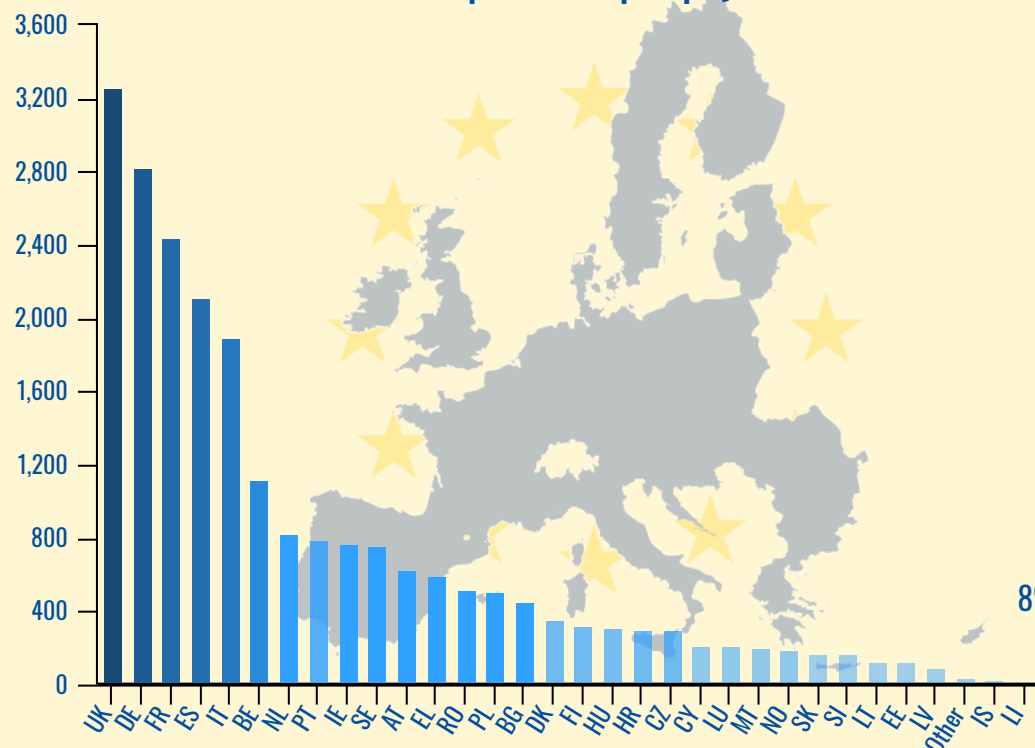


24% des questions reçues concernent la sécurité sociale

Top 5 des sujets préoccupants (Nbr. de questions)



Nombre de questions par pays concernés



14% des questions concernent le RU



12%



10%



9%



8%



Problèmes et recommandations

Résidence - droits de la famille



Il y a un manque général d'informations sur le droit de séjour des ressortissants de pays tiers membres de famille de citoyens de l'UE. Les citoyens font face à un certain nombre d'obstacles bureaucratiques lorsqu'ils essaient d'obtenir la reconnaissance de leur droit.

- Les États membres devraient assurer une formation appropriée de leur administration nationale.
- La législation nationale doit être suffisamment claire et détaillée pour garantir le respect des droits de libre circulation des membres de la famille.

Entrée - visas de long/court terme

Les membres de la famille des citoyens de l'UE éprouvent des difficultés à obtenir un visa pour plusieurs raisons: procédures très longues, demande de documents supplémentaires, ignorance des règles de l'UE par les prestataires de services privés.

- Les États membres devraient mettre en place des systèmes de plaintes efficaces et harmonisés contre les refus de délivrer des visas et mettre en place des organes de contrôle chargés de superviser le travail des services qui délivrent les visas afin d'assurer l'application correcte des règles de l'UE.



Sécurité Sociale - Pays d'assurance



Les citoyens européens mobiles rencontrent des difficultés pour déterminer quel pays est responsable de leur sécurité sociale en raison de la complexité des règles, du manque d'information et de formation et d'une coordination insuffisante entre les États membres.

- Les États membres devraient encourager la coopération entre les administrations nationales conformément au règlement 883/2004
- Les demandes d'informations doivent être traitées sans délai. Dans des situations exceptionnelles, de nouveaux délais doivent être communiqués et des mises à jour régulières doivent être fournies

Entrée - exemptions de visa

Les autorités publiques ne sont pas suffisamment au courant des exemptions de visa prévues dans la directive sur la citoyenneté européenne qui permet aux citoyens de l'UE de voyager dans l'UE sans visa avec leur membre de la famille non européen.

- Les termes du texte de la directive qui causent une insécurité juridique devraient être clarifiés.
- Les autorités nationales devraient fournir des informations claires et suffisantes concernant les exemptions de visa requises pour les membres de la famille nationale d'un pays tiers.



Sécurité Sociale - retraites



Les citoyens de l'UE mobiles éprouvent des difficultés à recevoir des informations claires et précises concernant la totalisation des périodes d'assurance dans différents États membres. Un manque persistant de coopération entre les autorités nationales se traduit par des problèmes lors de la revendication des droits à la retraite acquis par les citoyens dans différents pays.

- Les retraités ont besoin d'informations de qualité provenant à la fois des pays d'origine et de destination, avant le départ et à l'arrivée.
- La coopération entre les États membres doit être renforcée.